

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 9 janvier 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

-----  
**SOCIÉTÉ SITA**

-----  
**Commune d' ORVAL**  
-----

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Installation de stockage de déchets non dangereux exploité par la société SITA sur le territoire de la commune d'ORVAL : Demande de mise en place d'une installation de traitement du biogaz et actualisation de la situation administrative liée à la directive IED.

Par lettre en date du 20 mars 2013, monsieur Guillaume BOMEL, agissant en qualité de Directeur Général de la Société SITA Centre Ouest, dont le siège social est situé au 6 rue Gaspard Monge, Z.A. de Conneuil à Montlouis-sur-Loire-37270, sollicite une demande de modification des conditions d'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploitée sur le territoire de la commune d'Orval.

Cette modification vise l'installation d'une unité de traitement de biogaz. Ce procédé a pour objectif de traiter, par évaporation, les lixiviats in situ et de valoriser le biogaz.

### **1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT.**

La société SITA Centre Ouest exploite sur la commune d'ORVAL, au lieu-dit « Le champ de Balai », une ISDND sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 qui intégrait les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 1999.1.1059 du 11 octobre 1999, n°2002.1.1404 du 17 octobre 2002, n°2002.1.1432 du 22 octobre 2002, n°2002.1.1433 du 23 octobre 2002, n°2003.1.171 du 10 février 2003, n° 2003.1.295 du 13 mars 2003 et n° 2004.1.075 du 30 janvier 2004 intégrant les dispositions des arrêtés précédents. Cet arrêté préfectoral a été modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2005.1.1040 du 16 septembre 2005, n°2011.1.024 du 18 janvier 2011 et n° 2013-DDCSPP-014 du 8 janvier 2013.

Un plan de localisation du site est joint en annexe 1 du présent rapport.

PJ : Projet d'arrêté préfectoral  
Plan de situation de l'établissement  
Copie à : DREAL Centre-SEIR

Ce site est autorisé à traiter 40 000 tonnes de déchets non dangereux par an, pour une durée de 27 ans à compter du 11 octobre 1999.

## **2. OBJET DE LA DEMANDE.**

Par courrier du 20 mars 2013, la société SITA CENTRE OUEST a informé Monsieur le préfet du Cher de son intention de modifier les conditions d'exploitation du centre de stockage actuellement en exploitation.

Cette demande répond aux dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement qui stipule : « *Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tout les éléments d'appréciation.* »

Le projet consiste au traitement des lixiviats in-situ. Pour réaliser ce traitement, l'exploitant exploitera deux unités mobiles de traitement :

- Une unité fonctionnant par évaporation sous vide et osmose inverse,
- Une unité fonctionnant par ultrafiltration et osmose inverse,
- Un dispositif d'évaporation des perméats dans la torchère.

Les concentrats ( fluide enrichi par les substances arrêtées par la membrane), issus du procédé par évaporation sous vide et osmose inverse, ayant une siccité supérieure à 30%, et, sous réserve de leur conformité analytique, c'est à dire sous réserve de leur conformité avec les critères d'acceptation des déchets sur le site lui même, seront stockés dans un casier de l'ISDND d'Orval.

Les rétentats sont également constitués par le fluide enrichi par les substances arrêtées par la membrane du procédé par ultrafiltration et osmose inverse. Ils ont une siccité inférieure à 30% et sont réinjectés dans les bassins de lixiviats ;

Les lixiviats traités par les unités mobiles ou perméats (liquide qui a traversé la membrane d'un processus de séparation chimique) sont envoyés vers un bassin de stockage dédié, avant d'être analysés et vaporisés dans le module de traitement du biogaz, ce qui permet de valoriser le biogaz issu de la dégradation des déchets. Ces perméats représentent 95 à 98% des lixiviats traités par le procédé d'évaporation sous vide et osmose inverse, les 2 à 5% restant sont des concentrats . Ce pourcentage est de 80% par le procédé fonctionnant par ultrafiltration et osmose inverse, les 20% restant sont des rétentats.

Le schéma de principe est joint en annexe 2 du présent rapport.

## **3. EXAMEN DE LA DEMANDE.**

### **3.1 Situation administrative liée au biogaz.**

Cette modification n'engendre pas de modification de la situation administrative de l'établissement. Toutefois, depuis 2011, le site est entièrement dédié au stockage de déchets et les activités de déchetterie et compostage de déchets initialement autorisées par l'arrêté préfectoral 30 janvier 2004 ne sont plus exploitées. Par ailleurs, suite aux évolutions réglementaires modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et pour lesquelles l'exploitant avait sollicité une demande de bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité par courrier du 22 octobre 2010.

### **3.2 Situation administrative liée à la directive IED.**

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive « IED », adoptée le 24 novembre 2010, est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive est issue de la fusion de sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive « IPPC », reprise au chapitre II de la directive 2010/75/UE.

Pour rappel, la directive « IPPC » avait notamment été transposée en droit français par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement. Ce texte a été abrogé le 7 janvier 2014.

Le chapitre II de la directive « IED » a été transposé en droit français par l'ordonnance n° 2012-7 du 5 janvier 2012 et le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 (création de sections 8 intitulées « Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles » dans les parties législative et réglementaire du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement).

L'identification des installations visées par la directive « IED » s'effectue par l'intermédiaire des nouvelles rubriques « 3000 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, introduites par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013.

Le champ d'application de la directive « IED » étant plus large que celui de la directive « IPPC », les établissements susceptibles d'être concernés ont été sollicités et invités à se positionner au regard du classement au titre des rubriques « 3000 », à identifier la rubrique « 3000 » principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou le document BREF associés avant le 5 novembre 2013.

L'exploitant a répondu le 31 octobre 2013 au courrier de sollicitation de l'inspection du 12 août 2013 l'invitant à transmettre avant le 5 novembre 2013 :

► une proposition motivée de rubrique « 3000 » principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R.515-58 du code de l'environnement ;

► une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou document BREF relatifs à la rubrique « 3000 » principale.

L'inspection des installations classées valide le classement proposé par l'exploitant parmi ces rubriques « 3000 », et, en particulier pour ce site, la déclaration de rubrique principale n° 3540. Toutefois pour cette rubrique il n'existe pas de BREF. En conséquence, la réglementation applicable est le document technique de base, à savoir la directive 99/31 CE ainsi que l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Compte tenu de ce qui précède, la situation administrative à retenir pour cet établissement est la suivante :

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Régime	Critère de classement
2760-2	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du Code de l'Environnement. 2 : Installations de stockage de déchets non dangereux.	A	Tonnage autorisé annuellement 40 000 tonnes
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes		

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Régime	Critère de classement
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	D	Volume stocké 120 m <sup>3</sup>

A : Autorisation – D : Déclaration

### **3.3 Impacts du projet**

#### **3.3.1 Impact sur les rejets aqueux**

Le traitement in-situ des lixiviats n'engendre pas d'impact supplémentaire sur les rejets aqueux du site. Un suivi des quantités collectées et des volumes traités est prévu à chaque campagne de traitement. Une analyse annuelle de la composition des perméats est prévue par l'exploitant, ainsi qu'après toute campagne de traitement et avant toute campagne d'injection des lixiviats. Dans le cas d'un dépassement des valeurs limites, définies à l'article 5.4 du projet d'arrêté préfectoral, avant évaporation, les perméats seront redirigés vers l'unité de traitement afin d'y subir un traitement complémentaire jusqu'à l'obtention de la conformité des analyses.

Les concentrats ou rétentats seront analysés à la fin de chaque campagne de traitement, selon les paramètres d'admissibilité dans l'ISDND d'Orval. S'ils respectent les critères d'admission, ils seront enfouis sur site en tant que déchets non-dangereux. Dans le cas contraire, l'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour leur valorisation ou élimination dans une installation classée extérieure au site et autorisée à le faire.

La recirculation des lixiviats n'aura pas d'effet négatif sur les rejets aqueux du site. Un suivi mensuel des quantités de lixiviats produites et réinjectées et de la mesure des hauteurs de lixiviats dans les puits est prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation, ainsi que des analyses trimestrielles de la composition chimique des lixiviats réinjectés.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre des prescriptions sur les analyses des perméats et des concentrats dans ses articles 6.4 et 6.5.

#### **3.3.2 Impact sur les rejets atmosphériques**

La recirculation des lixiviats s'effectuant sous la couverture étanche, celle-ci n'engendrera pas de rejet atmosphériques directs ou indirects. Elle permettra par ailleurs une meilleure gestion de la production du biogaz du site.

L'évaporation des perméats s'effectue dans les fumées chaudes de la torchère, au dessus de laquelle un module d'évaporation sera installé. Les perméats sont transformés en vapeur d'eau par la chaleur issue de la combustion du biogaz. Du fait de la température d'évaporation supérieure à 100°C il n'y aura pas de problématique relative aux légionnelles. Un relevé des volumes de perméats, du volume des rejets atmosphériques ainsi que des analyses des paramètres suivants : CO, SO<sub>2</sub>, HCl, HF, NO<sub>x</sub>, Poussières, COV non méthaniques, H<sub>2</sub>S et métaux seront effectués, particulièrement en période d'injection des perméats dans le module d'évaporation « Transvapo ».

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre des prescriptions pour limiter l'impact des rejets atmosphériques dans son article 7.3.

#### **3.3.3 Impact sur les odeurs**

Le traitement des lixiviats sera couvert et ventilé pour limiter les odeurs. Cette disposition est reprise à l'article 6.1 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Le module d'évaporation des perméats ne sera pas à l'origine d'odeurs au vu de la température de combustion du biogaz (>900°C) et de la température d'évaporation des perméats (>100°C). Le stockage des perméats dans un bassin de 3500 m<sup>3</sup> ne génère pas de nuisance du fait de leurs qualités qui doivent respecter des normes similaires à celles des eaux pluviales.

La recirculation des lixiviats augmente la production de biogaz dans le massif de déchets, mais est associée à une couverture étanche garantissant un captage optimal du biogaz.

### 3.3.5 Impact sur le trafic

Le projet de l'exploitant n'engendre pas d'impact supplémentaire au niveau du trafic routier. Une diminution du trafic est même attendue avec la diminution des volumes de lixiviats, estimés de 35% à 50%, évacués en station d'épuration.

### 3.3.6 Impact sur le bruit

Les installations respecteront les prescriptions du titre 8.2 de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2004 en termes de nuisances sonores.

### 3.3.7 Prévention du risque d'explosivité

L'exploitant indique que l'installation de traitement mobile des lixiviats sera conforme à la réglementation ATEX, et que le personnel du site d'Orval est formé à la réglementation ATEX.

L'évaporation des perméats dans le module de valorisation du biogaz ne présente aucun risque d'explosion supplémentaire. Le bon fonctionnement de la torchère est garanti par deux capteurs (ultra-violet et thermocouple) installés avec le module de traitement. En cas de défaillance de l'installation de brûlage du biogaz (coupure électrique, extinction de la flamme) une vanne de sécurité automatique coupe l'arrivée du biogaz.

L'injection du perméat est asservie au bon fonctionnement de la torchère. En cas de défaillance de l'installation de brûlage du biogaz, des dispositifs de sécurité coupe l'arrivée du biogaz et les pompes d'injection du perméat.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre ces prescriptions dans ses articles 6.7 et 7.1 .

### 3.3.8 Prévention du risque d'incendie

La mise en œuvre de la recirculation des lixiviats et de l'évaporation des perméats n'induit pas de risque supplémentaire. Elle est contrôlée par les mesures de prévention et de protection existantes (consignes, procédures et extincteurs).

L'unité de traitement des lixiviats sera munie d'extincteurs dédiés et contrôlés annuellement par un organisme agréé.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre une prescription sur le risque incendie dans son article 6.7 .

### 3.3.9 Prévention du risque de pollution accidentelle du milieu naturel

Une pollution accidentelle peut se présenter sous la forme d'une pollution aqueuse par écoulement de lixiviats ou de perméats vers le milieu récepteur.

Le risque d'écoulement vers le milieu naturel est maîtrisé, l'unité de traitement des lixiviats est positionnée sur rétention afin d'éviter tout risque de déversement au milieu naturel. Chaque rétention est munie d'un capteur de niveau permettant d'arrêter l'installation si elle se remplit. Les réactifs nécessaires au bon fonctionnement de cette unité seront placés sur rétention. Les concentrats issus de l'unité de traitement seront stockés dans un bac étanche en attendant les résultats des analyses effectuées montrant leur conformité.

Les lixiviats traités ou perméats seront stockés dans un bassin étanche de 3500 m<sup>3</sup>, creusé dans le terrain naturel et doté d'un géosynthétique.

La protection du milieu naturel d'une éventuelle pollution par les lixiviats réinjectés est garantie par la conception des casiers de stockage (barrières de sécurité active et passive).

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire intègre une prescription sur le risque de pollution accidentelle du milieu naturel dans son article 6.6.

#### 3.3.10 Impact paysager

Les équipements liés à ces modifications sont installés sur le site d'Orval, conformément au plan joint en annexe 3 du projet d'arrêté préfectoral. Ce site est ceinturé par un écran forestier. Les installations ne seront pas visibles depuis les habitations. L'installation n'engendrera donc aucun impact paysager supplémentaire.

#### **4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION**

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site et considérant que les risques et impacts supplémentaires engendrés par cette modification d'activité sont maîtrisés, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Cher de réserver une suite favorable à la demande de la société SITA CENTRE OUEST sous réserve du respect des prescriptions figurant dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme  
à Madame la préfète du Cher  
Pour le directeur  
Le chef de l'unité territoriale  
du Cher et de l'Indre

Signé

COMMUNE D'ORVAL (18) - Lieu dit « LE CHAMP DE BALAI »

Pilote-forme de compostage de déchets organiques

Plan de situation au 1/25000



route A71 et la route d'Orval ont été symbolisées puisque ne figurant pas sur la carte IGN disponible.

# I. SCHEMA DE PRINCIPE VALO

